

Note au formateur octobre 2018 - Contribution du STATEC

Situation économique, sociale, environnementale et perspectives

1. Conjoncture et prévision	2
2. La portée du PIB comme signal.....	3
3. Projections démo-économiques de long terme.....	4
4. Croissance inclusive, intensive, durable... bien-être	6
5. Inégalités, pauvreté, cohésion sociale	8
6. Compétitivité	9
7. Datafication	11

1. Perspectives macroéconomiques

Les prévisions

Après une période de croissance relativement forte, marquant une césure avec la phase de croissance très molle post-crise, l'économie de la zone euro est entrée à nouveau dans un mouvement de freinage. D'après les principales organisations internationales, la croissance devrait passer d'encore 2.5% en 2017 à environ 1.7% en 2019. Les risques négatifs associés à ce scénario encore relativement bénin se sont aussi accrus. Une véritable guerre commerciale (principalement entre la Chine et les USA) pourrait coûter encore un demi-point de croissance supplémentaire tandis que les risques associés à un Brexit sans accord sont très difficiles à estimer et potentiellement plus marqués encore.

Des turbulences proviennent aussi des marchés boursiers qui s'accommodent avec peine de la nouvelle donne en matière de politique monétaire (hausse progressive des taux) et guettent chaque nouvelle surprise en matière inflationniste ou conjoncturelle avec méfiance, entraînant les valorisations à la baisse. Après une année 2017 marquée par une envolée des cours, 2018 et 2019 devraient connaître de légères baisses, de nature à peser sur le secteur financier luxembourgeois.

Sous ces prémisses, l'économie luxembourgeoise devrait croître d'environ 3% en 2018 et 2019. Pour 2018, les chiffres de croissance trimestrielle déjà connus fixent le cadre de l'évolution. Des traces du ralentissement conjoncturel en cours en zone euro sont encore difficiles à trouver. Le marché du travail se porte très bien et la hausse de l'emploi a été revue à +3.7% contre encore 3.5% dans la Note de Conjoncture no. 1-2018 de Mai. Le chômage poursuit sa baisse et devrait s'établir à 5.4% en moyenne annuelle en 2019 (5.9% encore en 2017). Toutefois la conjoncture sur le marché du travail devrait avoir dépassé son zénith, et la hausse de l'emploi tout comme la baisse du chômage s'atténuer progressivement au cours des prochains mois.

L'inflation a été revue à la hausse, surtout du fait de tensions domestiques légèrement plus prononcées et aussi en raison d'un prix du pétrole un peu plus élevé qu'admis au printemps. On s'attend désormais à un taux (IPCN) de 1.6% en 2018 et de 2.0% en 2019. La hausse de l'échelle mobile s'accroît ainsi de 0.4 points de pourcent en 2019 (par rapport à la prévision de printemps) ce qui est de nature à avancer la prochaine tranche indiciaire au quatrième trimestre 2019.

Les recettes publiques se portent particulièrement bien en cette phase de haute conjoncture et affichent une hausse de près de 8% sur les trois premiers trimestres de 2018. Pour l'ensemble de l'année, le STATEC prévoit ainsi un solde public de 2% du PIB contre encore 1.7% au printemps. (cf. document du CEFN à venir).

Les chiffres de croissance réelle du PIB pour le Luxembourg ont été révisés à la baisse, pour deux raisons:

- les changements méthodologiques (cf. « Les tribulations du PIB » ci-dessous), entraînant à la baisse la croissance réelle observée en 2017 (de 2.3% à 1.5%) et de façon indirecte aussi celle de 2018;
- la révision à la baisse de la croissance du PIB dans la zone euro et de l'indice Eurostoxx en 2018 et 2019, du fait de la dégradation de l'environnement économique mondial.

Ainsi, le STATEC avance aujourd'hui une croissance de **3% pour 2018 et 2019**, contre encore 4% dans la prévision de printemps. Or, dans la prévision de moyen terme, datant de février 2018, le STATEC partait encore d'une croissance de 4.5% en 2019, affichant ensuite un ralentissement progressif à environ 3% à l'horizon de 2022. Pour ce qui concerne l'emploi, le profil est plus lisse et de ce fait aussi plus facilement reconnaissable en termes de cycle économique.

Tableau 1: Prévisions

Résumé: Prévisions 2018-2019

	Observé		Estimé	Prévision
	1995-2017	2017	2018	2019
				Evolution en %
PIB (en vol.)	3.4	1.5	3.0	3.0
Emploi total intérieur	3.2	3.4	3.7	3.2
Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	4.4	5.9	5.5	5.4
Indice des prix à la consommation (IPCN)	1.9	1.7	1.4	1.8
Solde public (% du PIB)	1.9	1.4	2.0	2.2

Source: STATEC (20.10.2018).

Les prévisions, sommairement résumées ci-dessus, serviront de base aux travaux du Comité économique et financier national, en vue d'établir les perspectives des finances publiques. Les prévisions contiendront également quelques scénarios de risque identifiés: la guerre commerciale entre USA et Chine (et UE) ainsi qu'un ralentissement encore plus prononcé de la conjoncture internationale et une mise à jour des effets probables du Brexit.

Les prévisions ne prennent pas en compte des risques disruptifs de type géopolitique comme les conséquences de conflits aux frontières de l'Europe, de la Russie et au Proche-Orient et les risques de changements de majorités politiques hostiles à l'euro ou au marché unique européen.

2. Les tribulations du PIB dans une petite économie dominée par des multinationales

Derrière la phrase sibylline accompagnant le communiqué publié par le STATEC (vendredi 19 octobre) sur les comptes trimestriels: « contraintes méthodologiques, nouvelles données et multinationales... » se cache une réalité complexe alarmante: la prépondérance de grandes sociétés multinationales au comportement imprévisible. Il s'agit souvent de grandes entreprises qui ont une substance en termes d'emploi et de chiffre d'affaire, jouissant d'une réputation mondiale, mais qui ne produisent rien voire détruisent de la valeur, selon les normes comptables en vigueur. En effet, la production est contrebalancée par l'achat de biens et de services fournis par le groupe (propriété intellectuelle) et qui ont la particularité de faire disparaître la valeur ajoutée, déclarant en sus une forte perte. Ainsi la valeur ajoutée est négative et abaisse le niveau du PIB. Le STATEC a étudié en détail le stock des entreprises au niveau détaillé et détecté une série de grosses entreprises qui ont drastiquement diminué leur valeur ajoutée, faisant chuter le PIB de 1,4 milliards EUR en 2017. Ceci explique la croissance très modérée du PIB de 2017, malgré une conjoncture favorable.

Malheureusement le STATEC ne peut pas « neutraliser » ces effets, car ces changements décidés par les multinationales surviennent subrepticement, ex post, les décideurs répondant à des objectifs complexes d'optimisation multiples, suite à des stratégies indépendantes de la conjoncture luxembourgeoise voire européenne.

Par ailleurs les règles de comptabilisation (SEC2010) sont très strictes et surveillées par Eurostat et la Cour des comptes européenne, qui ont un droit de contrôle sur les écritures in situ, et ne permettent pas d'ajustements idiosyncratiques.

Un autre problème délicat va dans le sens inverse: la comptabilisation des « patent boxes » qui pèsent lourdement en termes de chiffre d'affaire mais contribuent modestement à notre PIB, parce que Eurostat permet de ne comptabiliser qu'une marge de revenus comme valeur ajoutée. Un changement des règles, actuellement à l'étude, aurait pour conséquence de faire exploser le PIB luxembourgeois jusqu'à +15% !

Que faire pour préserver la portée économique du PIB comme indicateur phare de l'évolution de l'activité et comme dénominateur crédible de nombreux ratios (exemple: dette publique/PIB)?

Le STATEC est en train de procéder à une étude en profondeur de toutes ces particularités du tissu économique luxembourgeois. Une collaboration étroite sur base de données individuelles disponibles auprès des autorités fiscales est indispensable (ACD, AED).

3. Projections de long terme et soutenabilité

Au-delà des prévisions de court et de moyen terme, le STATEC a développé des outils de simulation de scénarios de long terme. Le STATEC a publié en 2017 des scénarios illustrant différentes évolutions possibles de la croissance économique et démographique, les deux trajectoires étant intimement liées. Or cette causalité (bidirectionnelle) est malheureusement ignorée dans les projections démographiques d'Eurostat, reprises par les « Ageing Reports » successifs de la Commission européenne sur la soutenabilité des finances publiques (pensions, santé, dépendance). Le dernier rapport de la Commission a opté pour une croissance de la population plus faible, soit de moins de 1 million d'habitants en 2060, aggravant les problèmes de soutenabilité financière de la sécurité sociale. Ce scénario a été retenu par l'IGSS dans son rapport actuariel et le rapport sur les pensions du 16 mai 2018.

La croissance potentielle de la population est rythmée d'une part par la croissance économique (productivité et progrès technologique) et, d'autre part, par l'attractivité des revenus salariaux (après impôts et transferts), qui permet de drainer la main-d'œuvre étrangère. Le niveau élevé du revenu disponible au Luxembourg, par rapport à celui des autres pays européens, explique aussi pourquoi le pays a continué à attirer une main d'œuvre étrangère alors même que la crise financière a frappé. Ceci s'explique grâce à l'accumulation des gains de productivité qui se matérialisent progressivement dans des hausses de salaires. En d'autres mots, les différents scénarios futurs possibles sont une conséquence de l'évolution économique actuelle et future; elle contraint les salaires de demain, qui, à leur tour, contribuent à attirer de la main-d'œuvre étrangère. Ce « cercle vertueux » basé sur la productivité et l'attractivité salariale doit être considéré lorsqu'on réfléchit sur le très long terme.

Réduire le contenu en main d'œuvre de la croissance économique ne peut se limiter à la productivité devrait également viser une substitution entre travail et capital au bénéfice de ce dernier. Cette robotisation n'est pas possible – pour l'heure - dans toutes les branches, et notamment dans celles des services aux personnes (santé, gardiennage, éducation...). Ces branches sont également celles qui pourraient absorber la main d'œuvre qui ne trouve plus d'emploi dans les branches robotisées. Il y a là un dilemme, encore impensé, entre productivité et emploi.

Le scénario « 3ème révolution industrielle », qui mise sur une explosion de la productivité grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, de l'internet, de l'énergie et de l'économie du partage doit être affiné dans le scénario démo-économique exposé. Il en va de même pour les investissements publics et privés qui sont nécessaires pour permettre ou encadrer cette ambition. Les projections tablent sur un flux de 268 000 frontaliers en 2030 et 790 000 en 2060, ce qui signifie qu'il y a un défi important à affronter.

Tableau 2: scénarios de croissance démo-économique

Croissance du PIB	Productivité	Attractivité salariale	Immigrés actifs et frontaliers	Solde migratoire	Population
4.5 %	+ 2.8 %	170 %	+ 17 100	+ 16 100	1.2 Mio
3.0 %	+ 2.0 %	148 %	+ 9 900	+ 9 600	1.1 Mio
1.5 %	+ 1.1 %	127 %	+ 5 600	+ 5 700	1.0 Mio
0.0 %	+ 0.1 %	108 %	+ 3 100	+ 3 500	1.0 Mio
croissance annuelle		par rapport aux pays voisins		flux annuel de personnes	

Tableau 3: Besoins en logements 2018 – 2060: moyenne annuelle selon la période

Scénario	2018-2019	2020-2024	2025-2029	2030-2034	2035-2039	2040-2044	2045-2049	2050-2054	2055-2059	2060	Total
PIB 4.5%	7 020	7 310	6 951	6 934	6 902	7 150	7 614	8 167	8 967	9 589	7 526
PIB 3.0%	7 020	7 310	6 951	6 921	6 720	6 596	6 538	6 365	6 181	6 092	6 699
PIB 1.5%	7 020	7 310	6 951	6 908	6 547	6 103	5 658	5 029	4 325	3 901	6 095
PIB 0%	7 020	7 310	6 951	6 896	6 382	5 667	4 940	4 044	3 105	2 555	5 653

Source : STATEC

D'ici à 2060, le nombre de ménages pourrait s'accroître de 83% (scénario PIB 0%) à 113% (scénario PIB 4.5%), sous l'effet de la croissance de la population et de la baisse de la taille des ménages. La demande potentielle de logements, qui représente le flux de construction de logements neufs compatible avec la croissance attendue du nombre de ménages, est de l'ordre de 4 900 (scénario PIB 0%) à 6 600 logements (scénario PIB 4.5%) par an, en moyenne, d'ici à 2060 et ce uniquement à cause de l'augmentation des ménages privés.

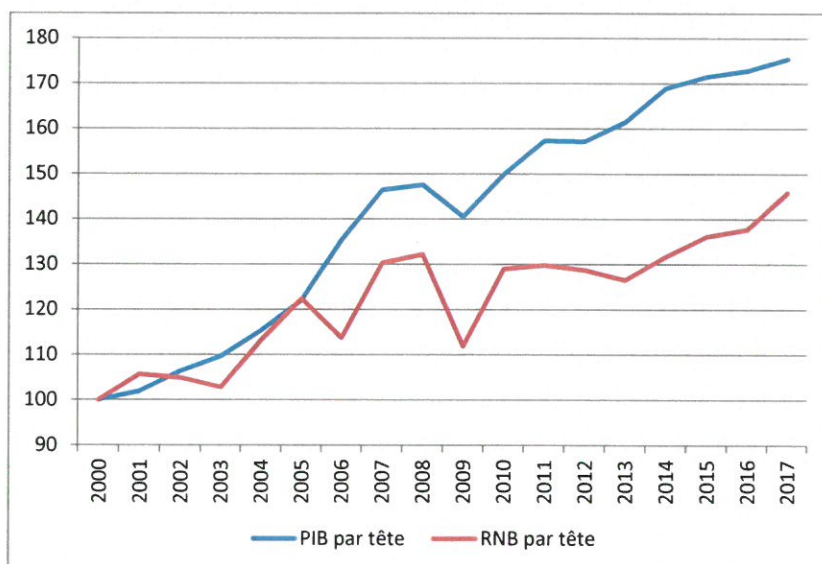
La modélisation de long terme ne tient cependant pas compte des freins à la croissance de la population et de l'emploi. En plus des forces économiques décrites ci-avant, des contraintes physiques comme les goulets d'étranglement des infrastructures de transport, et les embouteillages, constituent également un facteur de freinage, ceteris paribus. Des recherches supplémentaires devront quantifier les effets de rétroaction, par exemple à travers les prix immobiliers, qui vont déterminer, dans les années à venir, de quel côté de la frontière va s'installer la main-d'œuvre étrangère que le Luxembourg attirera. Les modèles et scénarios du STATEC devraient ainsi encore être affinés en intégrant des éléments de mobilité, d'aménagement du territoire et de logement. Le recours au Big data pour examiner la mobilité géographiques des personnes, en collaboration avec le MDDI, permettrait de compléter les modèles trop centrés sur le socio-économique et qui négligent encore les mouvements dans l'espace.

Dans le cadre du projet «Économie-Énergie-Émissions (EEE)» financé par le Fond Kyoto, en coopération avec le MDDI et le MECO, le STATEC construit une approche unifiée pour différentes variables traitées de manière séparée jusqu'à présent: les ventes de carburants, qui évoluent en fonction des accises étrangères et luxembourgeoises ainsi que des effets structurels (flotte de véhicules) et économiques (emploi frontalier, transport international de marchandises). Au-delà de la modélisation des interdépendances économiques, démographiques et territoriales, le STATEC a pris l'initiative d'étendre ses modèles à l'énergie. L'énergie est un des facteurs de production à l'origine de la croissance économique, les accises alimentent les caisses de l'État, alors que les émissions de CO₂ devraient baisser afin de respecter les engagements de la COP21.

Il faut une modélisation pluridisciplinaire cohérente à long terme de l'évolution de la croissance économique et de la population qui servirait aussi bien à la planification des espaces urbains et des infrastructures, à l'aménagement du territoire, à calculer la soutenabilité financière de l'État providence tout en tenant compte de la qualité de la vie.

4. Croissance inclusive, intensive, durable...et bien-être

Graphique 1: Revenu national et PIB (courant, per capita)



La particularité du Luxembourg est que le revenu national par tête (rouge) est de 45% inférieur au PIB par tête (bleu) en euros courants, en raison des flux de rémunérations qui sont versées à l'étranger (revenus de la propriété: 7 milliards et des revenus des frontaliers: 9,5 milliards, en 2017). Le revenu national représente les revenus qui sont disponibles sur le territoire. Il est utile de suivre le revenu national, comparé à la production reflétée par le PIB.

Le tableau de bord général du bien-être a été élaboré par l'action conjointe du CES et du CSDD et mis en œuvre quantitativement par le STATEC. Le tableau ci-dessous est une mise jour récente du premier tableau publié en 2017.

Tableau 4: PIBien-être, mis à jour

Domaine	Indicateur	Variation
I. Revenu et patrimoine		
	1. RNB/tête	↗
	2. Patrimoine total des ménages	↗
	3. Revenu disponible net ajusté des ménages	↗
	4. Taux annuels de croissance réelle des différentes mesures du revenu des ménages	↗
	5. Consommation totale des ménages incluant les services non marchands	↘
	6. Indice de Gini des inégalités de revenu	↗
	7. Rapport interquintile et Rapport interdécile	↗
	8. Écarts de salaires hommes - femmes	→
	9. Risque de pauvreté après transferts sociaux	↗
	10. Population en situation de sévère privation matérielle	→
	11. Population dans l'incapacité de joindre les deux bouts	↗
II. Emploi		
	12. Taux d'emploi ¹¹	↗
	13. Taux de chômage et taux de chômage de long terme ¹²	↘
	14. Salariés sous contrats temporaires	→
	15. Fréquence du travail à temps partiel subi	→
	16. Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	↗
	17. Accidents du travail	→
	18. Sentiment d'insécurité de l'emploi	↗
III. Logement		
	19. Pièces par personne	↘
	20. Personnes vivant dans des logements surpeuplés	↗
	21. Part relative des coûts du logement	↗
	22. Nombre de logements achevés par an	→
	23. Dwellings in "Wohnvorranggemeinden"	NA
IV. Santé		
	24. Espérance de vie à différents âges et en bonne santé	→
	25. Mesure de prévalence et de l'intensité des troubles de la santé mentale	NA
	26. Taux de suicide	↘
	27. Répartition des décès selon leurs causes	→
	28. Consommation de psychotropes	→
	29. Adultes déclarant être en bonne ou très bonne santé	↘
	30. Adultes déclarant souffrir d'une maladie ou d'un problème de santé de longue durée	↗
	31. Adultes déclarant être limités dans l'exercice de leurs activités habituelles à cause d'un problème de santé	↗

Les Objectifs du développement durable

Les objectifs de développement durable ont été évalués pour le Luxembourg par une commission interministérielle auprès du MDDI et a donné lieu à une publication qui prolonge de manière cohérente le tableau de bord compétitivité, le PIBienêtre et les Objectifs du développement durable de l'ONU.

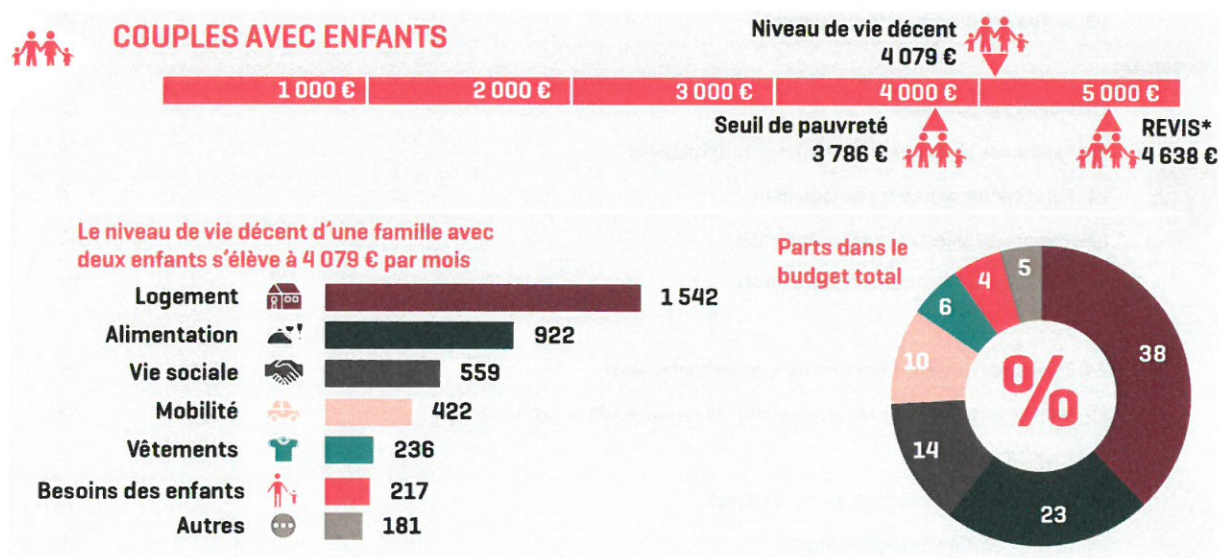
5. Inégalités, pauvreté, cohésion sociale

L'évolution du revenu médian et du taux de risque de pauvreté (60% du revenu médian équivalent adulte) corrèlent positivement. Si on voulait garder le taux de pauvreté à son niveau de 2016 (soit 16,5%, comparé à 18,7% en 2017), il eût fallu verser un chèque à toutes les personnes situées en-dessous de la nouvelle ligne de pauvreté, soit quelque 100 mio EUR sur un an (700 millions pour éradiquer la pauvreté).

La pauvreté n'est pas une qualité, mais un état, souvent temporaire, puisque le dernier Rapport Travail et Cohésion sociale montre que parmi les personnes suivies sur quatre années, seules 4% restaient pauvres au cours de cette période (2013-2017). Une approche dynamique du risque de pauvreté est plus parlante et permet de mieux cibler les aides diverses, y compris les politiques d'emploi.

Étant donnée la difficulté à expliquer l'évolution de la ligne de pauvreté statistique, arbitrairement fixée à 60% par le Conseil européen de Laeken, mieux vaudrait se baser sur une ligne de pauvreté absolue, telle que le « budget de référence » ou revenu « décent » qui pourrait alors servir également d'étiage à la fixation des revenus minima comme le REVIS/RMG. Le seuil de pauvreté serait alors basé sur un panier de biens et de services jugés essentiels pour vivre au Luxembourg.

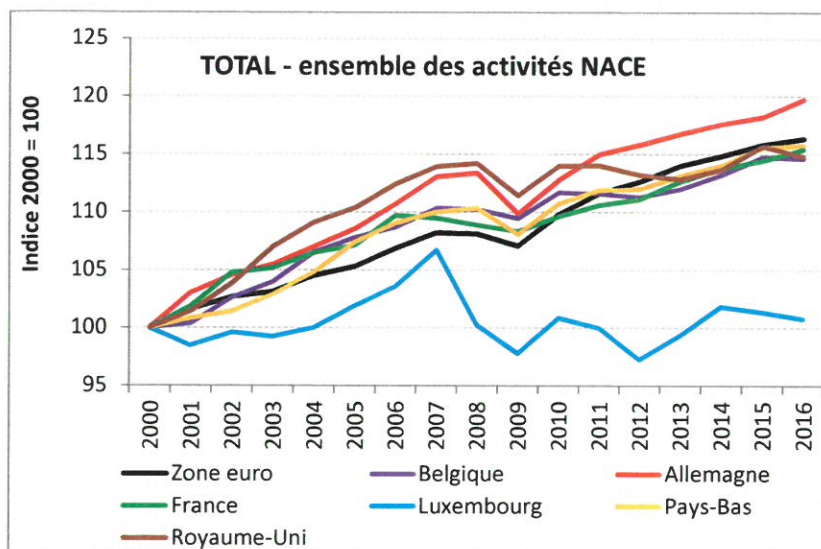
Graphique 2: Seuil de pauvreté absolu et relatif



6. Compétitivité

La productivité est une grandeur économique essentielle

Graphique 3: Productivité



Sources: Eurostat, STATEC

Le CES a consacré un avis (20 janvier 2017) très fouillé à cette question, aussi bien sur les aspects méthodologiques que les spécificités des entreprises et des branches. Le gouvernement a décidé de mettre sur pied un Conseil national de la productivité, suite à la recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 20 septembre 2016 sur la création de conseils nationaux de la productivité (2016/C 349/01) qui doit, avec les partenaires sociaux, rédiger un rapport analytique sur la mesure adéquate de la productivité (travail, capital et ressources naturelles) dans une petite économie traversée par des chaînes de valeur internationales et marquée par des services financiers et non-financiers.

La rentabilité des entreprises, mesurée d'après le ratio « excédent brut d'exploitation (EBITDA)/Chiffre d'affaire », est une des plus faibles d'Europe, à parité avec les entreprises françaises, moins élevée que celle des entreprises belges et allemandes. Même si ce ratio n'est pas le plus adéquat pour étudier la rentabilité des entreprises, il révèle l'importance de grandes entreprises internationales avec des bénéfices bruts faibles par rapport à leur chiffre d'affaire.

La productivité comme la rentabilité sont deux indicateurs qui devraient jouer un rôle majeur, une fois revus et normalisés.

Benchmarkings de la compétitivité

L'observatoire de la compétitivité suit plusieurs douzaines de benchmarks internationaux. Ramenés aux pays membres de l'UE, le tableau suivant donne les principaux étalons: World economic forum (WEF), Institute of Management Development (IMD), Heritage Foundation (HF), Index d'innovation de la Commission européenne (CE) et l'indice synthétique de l'Observatoire de la Compétitivité (ODC, agréé par les partenaires sociaux)

Tableau 5: Benchmarkings

Pays	WEF	IMD	HF	CE	ODC
Allemagne	1	6	10	7	11
Autriche	10	8	13	10	9
Belgique	9	10	18	8	12
Bulgarie	24	23	16	26	26
Chypre	22	20	17	17	24
Croatia	27	27	26	25	15
Danemark	5	2	4	2	6
Espagne	12	17	21	15	23
Estonie	15	13	2	16	13
Finlande	6	7	11	3	4
France	7	11	23	11	14
Grèce	26	26	27	21	27
Hongrie	23	22	19	20	17
Irlande	11	5	1	9	1
Italie	14	21	25	18	21
Lettonie	21	19	12	23	19
Lituanie	19	14	8	19	16
Luxembourg	8	4	5	6	8
Pays-Bas	2	1	7	4	5
Pologne	18	16	15	24	20
Portugal	16	15	24	14	22
République slovaque	20	25	20	22	7
République tchèque	13	12	9	13	25
Roumanie	25	24	14	27	10
Royaume-Uni	3	9	3	5	18
Slovénie	17	18	22	12	2
Suède	4	3	6	1	3

Source: Observatoire de la compétitivité, Bilan Compétitivité (2018)

La Stratégie UE2020 est également un outil très précieux pour asseoir la position du Luxembourg sur la croissance intelligente, verte et inclusive. La Commission européenne a dressé en mars 2018 le constat suivant: « *En ce qui concerne les progrès dans la réalisation des objectifs nationaux (...), le Luxembourg est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en 2020. Le Luxembourg devrait toutefois manquer son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020. (...) Peu de progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs concernant les investissements en R&D, la réduction du risque de pauvreté, ainsi que le taux d'emploi, qui reste en deçà de l'objectif.* »

L'occasion également de revoir les objectifs fixés, les instruments et la trajectoire pour les atteindre.

Tableau 6: Stratégie UE2020

Objectifs	Améliorer les conditions d'innovation et de R&D	Améliorer les niveaux d'éducation		Atteindre les objectifs du changement climatique / énergie			Favoriser l'emploi	Réduire la pauvreté
	R&D	Décrochage scolaire	Enseignement supérieur	Emissions de GES	Energies renouvelables	Efficacité énergétique	Taux d'emploi	Pauvreté
Unité	% du PIB	%	% des 30-34 ans	Mtep	%	Mtep	% des 20-64 ans	Personnes
LU	1,24	7,3	52,7	8,51	5,4	4,0	71,5	126.254
Objectif national 2020	2,3-2,6%	<10%	66%	8,117	11%	4,2	73,0%	66.000

Source: Eurostat, STATEC, PNR 2018

7. La « datafication » de l'économie

La nouvelle matière première de l'économie digitale du XXI^{ème} siècle est la donnée (statistique !)

Le Big data et la science des données (IA, réseaux neuronaux) sont très prisés dans les entreprises, mais encore inconnues dans le secteur public. Ces approches sont très gourmandes en données. Il faut donc ouvrir les fichiers de données, surtout ceux dont disposent les administrations, les faire circuler et permettre l'analyse, tout en veillant à la protection des citoyens (GDPR).

Pour faire son travail, le STATEC a un besoin impérieux d'avoir accès à des données individuelles – conformément aux dispositions de loi organique du STATEC de juillet 2011 – afin de pouvoir mener un travail fiable et cohérent. L'accès aux données administratives, privilégié par la loi, permet d'alléger la charge statistique qui pèse sur les citoyens et les entreprises, car ce faisant, le STATEC ne recourt aux enquêtes onéreuses que dans des cas limités pour compléter l'information administrative. Des conventions entre le STATEC, IGSS et l'ACD sont en négociation mais auraient tout à gagner d'une volonté politique forte.

ANNEXES

BILAN COMPETITIVITE 2018 (Observatoire de la compétitivité), non encore publié

Projections long terme population et potentiel économique <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/bulletin-Statec/2017/PDF-Bulletin3-2017.pdf>

Rapport Travail et Cohésion sociale (2018) <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/cahiers-economiques/2018/analyses-01-18/index.html>

Rentabilité des entreprises luxembourgeoises <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletin-statec/2018/03-18-Taux-EBE/index.html>

Note de Conjoncture 1/2018 <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/note-conjoncture/2018/note-conjoncture-01-18/index.html>

Développement durable au Luxembourg <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/developpement-durable/2018/Developpement-durable.pdf>